

un pays qui depuis dix ans se prétend l'une des principales nations intermédiaires et qui désire diriger ce groupe de nations. Même le Siam envoie des soldats en Corée; l'Australie, dont la population atteint à peine le tiers de la nôtre, y a expédié des troupes. Rien d'étonnant que les Canadiens craignent que les États-Unis ne se forment une piètre opinion de notre pays. Nous parlons avec assurance de la manière dont nous avons appuyé les États-Unis et nous nous rangeons au nombre des nations qui aiment la liberté. Mais quand de sang-froid et sans l'ombre d'un motif on a attaqué la liberté, nous avons pu tout au plus envoyer trois destroyers aux fins de la marine et douze avions pour le transport des approvisionnements. Le Gouvernement a déclaré que nous serons hors d'état d'envoyer des troupes pendant au moins six mois. Pourtant l'issue de la lutte ne saurait tarder si longtemps.

Je le répète, la situation inquiète les Canadiens. Rien d'étonnant que des débats animés se soient déroulés à la Chambre des communes touchant notre torpeur. La population et ses représentants s'inquiètent vivement de ce que après tant de dépenses nous n'ayons pu répondre à la demande d'aide des Nations Unies que par l'envoi de trois destroyers et de douze avions.

Je me prononcerais volontiers en faveur du bill, comme d'ailleurs tous les sénateurs car, j'en suis sûr, ils désirent aussi vivement que moi que le Canada s'évertue à réprimer cette agression. C'est la première fois, à mon sens, qu'un pays agresseur ne tente ni de motiver ni d'expliquer son intervention. Lors de la première Grande Guerre, l'Allemagne a tenté de se justifier en soutenant qu'elle était tenue d'aider sa partenaire l'Autriche. La conduite de l'Allemagne n'était pas motivée, mais au moins elle a reconnu la nécessité de tenter d'apaiser l'opinion publique. Même Hitler a cherché à motiver sa politique de guerre, aux yeux du monde, en soutenant qu'il n'avait d'autre choix que d'attaquer la Pologne et d'autres pays qui, disait-il, se préparaient à envahir l'Allemagne.

Le Canada et les autres démocraties ayant été plongés dans la seconde Grande Guerre sans préparation, nous nous sommes dit qu'advenant une autre agression, nous serions prêts. Lorsque, à la dernière session, le Parlement a été invité à affecter 425 millions de dollars à la défense, le leader du Gouvernement en cette enceinte a affirmé que le Canada devrait être prêt à combattre l'agresseur partout. Il avait à peine prononcé ces paroles que, sans provocation, la Corée était l'objet d'une agression cynique. L'attaque ne pouvait nullement se motiver puisqu'on ne trouvait en Corée du Sud aucune armée

étrangère. Les Américains qui y avaient été cantonnés deux ans auparavant, avaient quitté le pays. Les armées de la Corée du Nord espéraient s'emparer de la Corée du Sud en moins d'un mois. Je suis bien sûr que la Russie s'attendait que, à cause de la distance, les États-Unis n'interviendraient pas.

Ainsi que vient de le souligner le sénateur de Carleton (l'honorable M. Fogo), si les États-Unis n'avaient possédé aucune force militaire et que l'Australie n'eût pas été prête à fournir une aide appréciable, la Corée du Sud aurait été rapidement conquise. Tout pays qui aurait alors voulu intervenir aurait paru poser un acte d'agression.

J'ai écouté avec plaisir le résumé historique que nous a présenté, il y a quelques jours, notre collègue de New-Westminster (l'honorable M. Reid). Il est évident que, si les nations occidentales ne gagnent pas la partie en Corée, elles perdront certainement du prestige et devront renoncer à la sympathie et à l'assistance des nations de cette partie du monde dans leur lutte contre le communisme.

N'oublions pas que se défendre militairement contre l'agression russe n'est pas une partie de plaisir. Nous ne sommes pas aux prises avec les Allemands qui, bien qu'attaquant vigoureusement, étaient cependant au courant des conditions mondiales. Les Russes ne le sont aucunement.

Honorables sénateurs, peut-être devrais-je me borner à appuyer la mesure à l'étude. Je désire toutefois ajouter que j'ai été heureux de ce que le Gouvernement ait jugé opportun de convoquer rapidement les Chambres. Le seul reproche que je puisse lui adresser, c'est de ne pas les avoir convoquées plus tôt. A la vérité, la cause immédiate de notre retour à Ottawa a été la grève des chemins de fer, question très importante pour la population du pays. A mon avis, il aurait fallu réunir le Parlement le 15 juillet, le lendemain du jour où M. Trygve Lie a demandé mais en vain des renforts pour les troupes de terre. Le Gouvernement aurait alors pu nous mettre au courant de la situation et nous demander notre avis. Tous savaient, à ce moment-là, que le Canada devrait préparer des troupes à combattre en Corée; toutefois, n'eût été la grève du rail, le Parlement aurait bien pu ne pas être convoqué le 1<sup>er</sup> octobre.

Le Canada, pays pacifique et aimant la paix, croit que la liberté, la prospérité et le niveau de vie dont il jouit peuvent servir de réponse à toute la propagande communiste chez lui ou ailleurs. N'avons-nous pas vu, l'autre jour, au seuil même des édifices du Parlement, une scène qui nous a quelque peu fait perdre de notre suffisance. Un jeune Canadien, diplômé de l'une de nos universités dont le père et l'oncle ont été missionnaires